

Maud Mannoni

Les mots ont un poids. Ils sont vivants

Que sont devenus nos enfants « fous » ?



Denoël

L'ESPACE ANALYTIQUE

Extrait de la publication

**Les mots ont un poids.
Ils sont vivants**

DU MÊME AUTEUR

Aux éditions du Seuil

- L'enfant arriéré et sa mère*, 1964, coll. Points, 1981.
L'enfant, sa « maladie » et les autres, 1967, coll. Points, 1981.
Le psychiatre, son « fou » et la psychanalyse, 1970, coll. Points, 1979.
Éducation impossible, 1973, coll. Points, 1994.
Un lieu pour vivre, coll. Points, 1984.
La théorie comme fiction, 1979.
D'un impossible à l'autre, 1982.
Le Symptôme et le savoir, 1983.

Aux éditions Denoël

- Le premier rendez-vous avec le psychanalyste*, préface de F. Dolto, Denoël-Gonthier, 1965, TEL, Gallimard, 1988.
Un savoir qui ne se sait pas, postface de Patrick Guyomard, 1985.
Bonneuil, seize ans après, 1986.
De la passion de l'être à la « folie » de savoir, postface d'Alain Vanier et Patrick Guyomard, 1987.
Le nommé et l'Innommable, le dernier mot de la vie, 1991.
Amour, haine, séparation. Renouer avec la langue perdue de l'enfance, 1993.

Hors collection Denoël

- Ce qui manque à la vérité pour être dite*, 1988.

Chez d'autres éditeurs

- Psicosis infantil* (Maud Mannoni y otros), Galerna, Nueva Vision, Buenos Aires, 1971.
Maud y Octave Mannoni, El estallido de la instituciones, Cuadernos Sigmund Freud, 2/3, Buenos Aires, 1973.
Maud Mannoni et Guy Seligmann, Secrète enfance, Epi, 1979.

Maud Mannoni

**Les mots
ont un poids.
Ils sont vivants**

Que sont devenus nos enfants « fous » ?

Denoël

L'ESPACE ANALYTIQUE
Collection dirigée par Maud Mannoni



Ce logo a pour objet d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine universitaire, le développement massif du « photocopillage ».

Cette pratique qui s'est généralisée, notamment dans les établissements d'enseignement, provoque une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que la reproduction et la vente sans autorisation, ainsi que le recel, sont passibles de poursuites. Les demandes d'autorisation de photocopier doivent être adressées à l'éditeur ou au Centre français d'exploitation du droit de copie : 3, rue Hautefeuille, 75008 Paris. Tél. : 43 26 95 35.

© by Éditions Denoël, 1995
9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
ISBN 2.207.24340.9
B 24340.0

*Aux enfants de Bonneuil, à leurs parents,
À toute l'équipe, sans laquelle ce livre
n'aurait pas vu le jour,
Aux artisans, paysans, familles d'accueil
et « marginaux » qui nous ont aidés.*

Remerciements

Nos remerciements vont à Jean-Louis Bianco qui ne ménagea pas son temps pour nous recevoir et nous aider, à Bernard Kouchner qui prit un arrêté ministériel en mars 1993 pour que nous puissions continuer d'assurer un « suivi » à certains malades adultes dans notre « réseau » en province, leur permettant ainsi d'échapper à une institutionnalisation à vie.

Nous avons une dette de reconnaissance à l'égard du préfet du Val-de-Marne et du cabinet de Simone Veil.

Nos remerciements vont aussi à Bernard Ywanne, maire de Bonneuil, et à toute l'équipe municipale, à qui nous devons un soutien sans faille dans les moments difficiles que nous avons traversés.

Chapitre 1

**La machine bloquée
Structures de soins**

« Une politique réellement démocratique, nous dit Pierre Bourdieu, doit se donner les moyens d'échapper à (...) l'arrogance technocratique qui prétend faire le bonheur des hommes malgré eux¹. »

Cette « arrogance » naît du fossé qui ne cesse de se creuser entre l'homme de terrain (l'instituteur, l'éducateur, l'infirmier, le soignant) et l'énarque mais aussi bien le médecin administratif ou le conseiller ministériel qui rédige des circulaires ne laissant plus aucune place à l'invention.

La notion de *politique de secteur* mise en avant dans les années 1960, mais appliquée à contretemps, trente ans plus tard², a produit l'effet inverse de celui souhaité par les médecins d'alors. En effet, ce qui semblait raisonnable : un service public consacré aux exclus relevant de

1. P. Bourdieu, *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 942.

2. Elle a été définie en France dans des circulaires ministérielles de mars 1960, mars 1972, 9 mai 1974, mais ses effets sclérosants ne se sont fait sentir que dans les années 1990.

sa commune, de son arrondissement, s'est révélé un contresens, dès lors qu'on en a fait une application restrictive. La préoccupation n'est plus aujourd'hui celle de la « qualité des soins » dispensés, mais de la réduction budgétaire. Celle-ci frise parfois la pénurie. La politique de secteur est devenue au fil des ans une arme idéologique utilisée par l'administration pour « assigner à résidence » des malades mentaux. Au début des années 1970, nous pouvions envoyer nos adolescents psychotiques à l'étranger. Or, aujourd'hui, non seulement on nous l'interdit, mais on tente même de nous refuser de les envoyer à plus de 100 kilomètres de Paris! (L'arrêté ministériel pris par Bernard Kouchner en mars 1993 est demeuré, jusqu'à présent, lettre morte dans son application.)

Une époque s'achève, car, aujourd'hui, c'est l'Autre scène qui disparaît du monde réel, et, avec elle, la fantaisie, mais aussi la création (cette part de « folie » que l'on retrouve dans les récits d'aventures). Les « adaptés sociaux » sont devenus immobiles, ils se confondent avec le décor ou la grisaille des murs.

Si, dans la réalité quotidienne, on ôte au sujet toute possibilité de rêver d'un ailleurs, on prive du même coup son désir de créer, de travailler, d'un moteur essentiel. Il se trouve ramené à l'état de robot. Il n'a plus d'autre choix que de demeurer immobile là où l'administration le « fixe ».

L'espoir, inhérent au désir, permet en contrepoint au sujet d'apprendre les limites de son pouvoir et de ses responsabilités dans la réalité. Tout processus

« dé-crétif¹ » a pour effet, nous rappelle Françoise Dolto, l'appauvrissement des échanges humains. Or c'est bien vers quoi nous entraîne la gestion technocratique.

Pierre Bourdieu a interrogé les militants de municipalités dites ouvrières. Ils répondent tous : « On gère, on gère... (...) Il n'y a plus rien, il n'y a plus d'activités (...) [les gens] ne sont plus motivés pour faire quoi que ce soit². »

En cette fin de siècle, nous rencontrons à tous les étages de la société des individus résignés, nous nous heurtons à une administration enfermée dans ses routines. Tout ce qui n'est pas prévu par le règlement devient interdit. Lorsque tel ou tel quartier « explose », on cherche ensuite à « occuper » les jeunes. Mais les faire rêver d'un autre monde auquel ils participeraient comme sujets, il n'en est pas question. Faute de pouvoir leur laisser de l'espérance, on leur transmet ainsi la haine.

L'avenir bouché

Au début du siècle, l'instituteur se sentait investi d'une mission. Au village, il faisait partie – avec le notaire et le curé – des notables. Il mettait un point d'honneur à ce que les enfants les plus déshérités socialement parviennent à décrocher leur certificat d'études (C.E.P.) dont le

1. F. Dolto, *Au jeu du désir*, Paris, Seuil, 1981, p. 327, coll. Points, 1988.

2. P. Bourdieu, *La fin d'un monde*, in *La Misère du monde*, *op. cit.*, p. 409.

niveau était nettement supérieur à celui d'aujourd'hui. L'avenir ensuite était tracé : on devenait maçon, menuisier, mécanicien, artisan, paysan ; on gagnait le monde des adultes dans l'esprit du « compagnonnage », en étant soutenu dans un apprentissage. Il était possible aussi de continuer des études secondaires en vue d'entrer à l'université. En raison des inégalités sociales, on envisageait plus facilement des études longues dans les milieux bourgeois, chez les enseignants, les intellectuels, que dans la classe populaire. Néanmoins, rien n'empêchait un élève doué de devenir ingénieur, en empruntant d'autres voies que les préparations aux Grandes Écoles. L'ancien système veillait surtout à donner aux jeunes un métier. C'est pourquoi on hésitait à orienter vers des études longues des élèves qui n'étaient pas suffisamment motivés. Les travaux manuels avaient, avec les « compagnons du Tour de France » leurs titres de noblesse. On respectait l'attachement du paysan à sa terre. Elle ne devait ni être morcelée, ni abandonnée, ni vendue à n'importe qui. Un usage oral — que ne consigne aucun texte écrit — voulait que seuls les enfants de « possédants agricoles » eussent le droit de s'inscrire au brevet d'études professionnelles (B.E.P.)¹.

1. Cet usage existait encore durant les années 1980 puisqu'il nous a fallu le détourner pour permettre à un adolescent de Bonneuil, passionné par les vaches, d'accéder au B.E.P. agricole. Le lycée refusa l'orientation malgré sa moyenne de 15/20. Un collège religieux accepta l'adolescent. Le dossier « ficelé » pour l'examen officiel d'État, mentionnait ses liens de « parenté » avec la famille d'accueil. L'adolescent obtint le B.E.P. Lui refuser cette orientation, à ce moment-là de sa vie, en aurait fait un délinquant. Voir chapitre 4.

Les inégalités sociales en 1994 sont de même nature que celles du début du siècle, mais elles se sont aggravées du fait d'une volonté de gommer les différences. On présente comme un progrès la nécessité d'une réussite à 80 % au baccalauréat, lequel, du même coup, se trouve dévalorisé et n'offre pas de véritables débouchés; on allonge la durée des études jusqu'à seize ans, tout en supprimant (ce que nous avons « illégalement » conservé à Bonneuil) la possibilité pour les jeunes de faire connaissance avec l'immense variété du monde du travail. Qui pis est, on est en train de supprimer progressivement¹ les classes préparant aux C.A.P., C.P.P.N. et C.P.A. Les enseignants, résignés, ne sanctionnent plus les mauvais élèves qu'on laisse passer dans la classe supérieure. L'épreuve pour un jeune admis en seconde est de s'apercevoir qu'il est nul et que les perspectives d'avenir sont bouchées.

Ne se dirigent dès lors vers l'apprentissage manuel que les révoltés, les exclus du système scolaire général. En vingt ans, la situation s'est tellement dégradée que les « vieux patrons », jadis fiers de former des compagnons, ne se reconnaissent plus aujourd'hui dans leur métier, face à des jeunes de seize ans, sans motivation, méprisants, arrogants, en révolte; des jeunes qui, soudain, se sentent déclassés, et pensent qu'on les a dupés en les orientant vers le « manuel ». Il n'y a plus chez eux de désir, ni de respect de l'outil de travail.

1. P. Bourdieu, *op. cit.*, p. 643.

L'institution scolaire utilisée parfois comme lieu de « gardiennage » a cessé depuis longtemps d'être la « terre promise¹ ». On y « passe son temps », un temps mort. Les diplômes pour ceux qui obtiennent le bac G sont dévalués ; ils n'ont pas d'avenir. C'est ce que bien des parents laissent penser à leurs enfants. Ils leur transmettent surtout leur propre déception : ils ont cru à l'usine, à la vie syndicale, aux luttes politiques, aux engagements de tous ordres. Aujourd'hui, ils espèrent seulement que leurs enfants ne se laisseront pas « flouer » comme eux. « Pouvoir compter sur quelqu'un », voilà ce que l'on transmettait autrefois. De nos jours, le jeune, bien souvent, ne peut compter que sur lui-même, et dans un contexte où le monde extérieur lui apparaît comme hostile et dangereux. Il n'y a plus de valeurs, sauf l'argent que peuvent rapporter le football, les courses et les paris.

Le handicap

Les déçus de l'école, pour peu qu'ils vivent dans un milieu dit socialement défavorisé, retrouvent parfois une estime d'eux-mêmes en jouant aux « durs ». Ainsi, Marcel, treize ans, dernier enfant de parents maghrébins. Ses deux frères aînés (plus âgés que lui, l'un de sept ans, l'autre de huit ans) ont réussi dans la mécanique, obtenant même par la suite une qualification d'ingé-

1. P. Bourdieu, *op. cit.*, p. 600.

nieur. Suivant l'avis du père, ils ont quitté tôt leur famille, bénéficiant de bourses d'études et d'une possibilité d'internat. Marcel, le petit dernier, couche encore à treize ans dans la chambre des parents. L'appartement est exigü. L'adolescent, encoprétique, énurétique, veut être lavé par sa mère. S'il est en érection, il va la trouver pour qu'elle le soulage. Le père part tôt le matin et rentre tard le soir. Il apporte sa paye, mais ses intérêts sont ailleurs. Il définit le dernier de ses enfants comme l'« ours en peluche » de sa femme. « Elle en a besoin, il faut l'excuser. » Cet « ours en peluche », décrit comme psychotique par les psychiatres, la mère entend le garder pour elle, à défaut de pouvoir « rentrer au pays », pays dont elle a toujours la nostalgie en un moment de sa vie où tout semble lui indiquer qu'une fois les aînés sortis d'affaire, le père s'est affectivement investi ailleurs. Marcel, renvoyé de toutes les écoles, fait partie d'une bande de « durs » de son quartier. Voleur de motos, vendeur de drogues, sans être « toxico », il se débrouille pour trouver de l'argent jusqu'au jour où le juge des enfants est saisi. Il nomme un éducateur. Celui-ci, sculpteur à ses heures perdues, fait découvrir à Marcel la ferronnerie et l'éveille à une passion. Grâce à l'aide d'un militant politique, Marcel rattrape son retard scolaire, regagne le circuit scolaire normal et obtient son C.A.P. C'était compter sans la persévérance de la mère. Ses aînés lui ont échappé ; mais les psychiatres n'avaient-ils pas dit du dernier qu'il était psychotique ? Au moment où l'on trouve pour Marcel un foyer de jeunes travailleurs et un emploi, la mère, profitant d'un accident de travail de son

mari, qui fait de celui-ci un pensionné, réussit à déménager pour s'installer à la montagne avec son mari, son fils et sa propre mère retraitée. Elle connaît un « créneau » pour obtenir pour son fils l'« allocation d'adulte handicapé » tant attendue par elle. Cette allocation annulait, sur le plan symbolique, les bénéfices du C.A.P. que Marcel s'était acquis et grâce à un remarquable rat-trapage scolaire. Marcel, docile et retors à la fois, accepte de se faire « pensionner » comme le père et la grand-mère, mais prend le large en travaillant au noir. Deux ans plus tard, l'allocation pour adulte handicapé est suspendue. La mère décède; Marcel retrouve ses droits de travailleur et sa passion pour l'artisanat.

La notion de handicap demeure floue¹. Dans l'esprit du législateur, elle répondait au désir, légitime et louable, de donner à tous les enfants les droits à l'éducation (y compris à l'éducation spécialisée) et à une forme d'intégration sociale. Mais dès lors qu'une pension est offerte (donc sans aucune contrepartie), toutes les dérives sont possibles, et ce, aussi bien dans les milieux populaires que dans la bourgeoisie. Des délinquants échappent ainsi à la justice, elle-même totalement démunie face aux cas de mineurs de moins de seize ans lorsque les parents invoquent des « troubles mentaux » alors qu'il s'agit en fait, pour eux, de faire échapper l'adolescent à la loi commune. Dans

1. Cf. rapport du ministère de la Santé, Commission des maladies mentales, autour de la loi d'orientation de 1975, rapport présenté par G. Daumezon, Ph. Koechlin, J. Ponzetto, 25 mars 1977; cité in N. Diederich, *Les Naufragés de l'intelligence*, Paris, Syros-Alternative, 1990, p. 19.

Les mots ont un poids. Ils sont vivants

La gestion des problèmes de santé devient schizophrénique. Cette situation n'est pas nouvelle mais elle empire. Pour preuve le sort qui risque d'être fait à Bonneuil, menacé de disparition puisque c'est le principe même de cette *institution éclatée*, fondée par Maud Mannoni en 1969, qui est remis en cause par des circulaires aveugles. On le sait, dans ce lieu de vie on accueille des enfants et des adolescents psychotiques, on les suit et les accompagne, parfois jusqu'à l'âge adulte, tout au long d'un parcours difficile vers une réinsertion dans le monde « normal ». Bonneuil permet au « handicapé mental » de rejeter l'institution, de refuser la thérapie et de vivre, entre présence et absence, entre le travail scolaire et un apprentissage désiré, dans une famille d'accueil, à la campagne. Ainsi — et les cas cliniques rassemblés ici par Maud Mannoni en sont la remarquable illustration — des enfants autistes, mutiques rattrapent leur retard scolaire, parfois de façon fulgurante, pour se donner plus tard un métier. Or l'administration interdirait à Bonneuil ce qui fait son originalité et sa raison d'être : d'une part, la possibilité d'assurer la prise en charge, au-delà de vingt-cinq ans, de véritables rescapés de la misère psychique; d'autre part, le droit de recevoir des « malades » venant de régions éloignées, comme d'en envoyer en province au-delà de cent kilomètres pour qu'ils puissent commencer à vivre.

Comment ne pas partager la colère et l'inquiétude de tous ceux qui ont fait la preuve qu'on peut aider le sujet handicapé à refuser une régression dans la maladie ou une protection derrière l'image du « fou » qu'on lui renvoie de lui-même? Alors qu'il découvrira, dans le travail, qu'il compte pour les autres et peut compter sur eux — ce qui lui donne accès au monde de la parole et du pacte symbolique qui est celui des humains.

L'ESPACE ANALYTIQUE
Collection dirigée par
Maud Mannoni

Illustration de couverture :
Le jardin des délices, par Jérôme Bosch
Musée du Prado, Madrid



B 24340.9  3.95
ISBN 2.207.24340.0
95 FF TTC